

Unité départementale Aube/Haute-Marne
1 boulevard Jules Guesde
CS 70377
10026 TROYES

TROYES, le 24/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAIPOL

Boulevard Maritime
76530 Grand-Couronne

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0005702999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement SAIPOL implanté Les Essarts 10400 LE MERIOT. L'inspection a été annoncée le 11/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAIPOL
- Les Essarts 10400 LE MERIOT
- Code AIOT : 0005702999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

SAIPOL au Mériot est une filiale de la société SAIPOL qui appartient au groupe français AVRIL. Les principales activités de la filiale du Mériot sont la trituration de graines d'oléagineux (3,6 millions de tonnes de graines triturées), le semi-raffinage d'huiles végétales et l'estérification à savoir la production d'EMHV (d'ester méthylique destiné à la fabrication de biodiesel). Le site est seveso seuil bas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sous traitance dans les installations séveso
- Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Conduits et installations raccordées	AP du 12/03/2009, article 3.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	mesures continues	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Autosurveillance des rejets atmosphériques - Rejets d'hexane	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.2.11	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 7.3.1.1	/	Sans objet
2	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 7.4.4	/	Sans objet
3	Habilitation	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 7.4.5.1	/	Sans objet
4	Période application mesures d'urgence - pic de pollution	Arrêté Préfectoral complémentaire du 04/01/2018, article 1.2	/	Sans objet
6	Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 3.2.5	/	Sans objet
7	Valeurs limites des flux dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 3.2.6	/	Sans objet
9	Conditions de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Autosurveillance des rejets atmosphériques- Rejets de méthanol	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.2.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence une prescription non adaptée et un appareillage de mesure non conforme à la réglementation en vigueur pour les chaudières. Il a également été observé une quantité importante d'émissions diffuses pour le process relatif à l'hexane, dont l'analyse n'est pas prescrite dans leur arrêté préfectoral.

Ces éléments sans gravité pour l'environnement feront l'objet de lettre de suite préfectorale avec un délai imparti :

dans un délai de 3 mois :

- la modification de la baie de mesure des chaudières pour une surveillance continue,
- Compléter son dossier de réexamen IED en prenant en compte le BREF LCP (3110) ;
- un porter à connaissance sur l'extraction de l'hexane ;

dans un délai de 6 mois :

- l'identification des points de fuite de l'installation, établissement d'une analyse et de proposition d'actions de réduction pour diminuer la quantité de flux diffus accompagné d'un planning de réalisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 7.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.
Constats : Pour chaque visiteur de l'établissement, l'exploitant transmet en amont un lien de formation obligatoire à réaliser sur un logiciel : une description du site et des consignes de sécurité sont présentées. A l'issue de la formation, une évaluation sous forme de questionnaire est demandée et doit être validée à 95 % pour avoir la permission d'entrer sur le site. Tout intervenant, excepté DALKIA, se présente à l'agent de sécurité à l'accueil qui vérifie que la formation a bien été réalisée. Un livret de consigne de base est également transmis aux visiteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> * toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre, * les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité, * un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, * une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger. <p>Constats : Pour chaque intervenant sur le site, le prestataire décrit dans un plan de prévention les modes de fonctionnement et opératoires des travaux réalisés, les risques encourus. L'exploitant a transmis en date du 13 juillet 2022 un plan de gestion rempli par un sous traitant pour exemple à l'inspection.</p> <p>Une visite de terrain est réalisée avec les sous traitants. Le donneur d'ordre de l'exploitation assure quotidiennement le respect des règles de sécurité des sous traitants. Il vérifie fréquemment la connaissance des règles de sécurité. Une fois par an, les intervenants doivent faire une remise à niveau de la formation de sécurité. L'exploitant réalise des visites sur le terrain pour s'assurer de la connaissance au maniement des moyens d'intervention. L'exploitant est en amélioration continue sur la formation de sécurité pour les prestataires extérieurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Habilitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 7.4.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du permis de travail
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement</p> <p>Constats : Lors de la réalisation du plan de prévention, le sous traitant renseigne les habilitations nominatives de ces équipes. Le donneur d'ordre de l'établissement s'assure au quotidien de ces éléments.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Période application mesure d'urgence - pic de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral complémentaire du 04/01/2018, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Période d'application (Alertes atmosphériques)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à la DREAL Grand-Est les coordonnées des contacts (nom, fonction, mail, n°portable) qui recevront l'information.</p> <p>Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'information-recommandation, l'exploitant anticipe la mise en œuvre éventuelle des mesures prévues à l'article 1.1 du présent arrêté, et a minima s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de dépoussiérage.</p> <p>Dès réception de l'information du déclenchement de la procédure d'alerte, l'exploitant met en œuvre les mesures du présent arrêté. Elles sont effectives de manière immédiate et jusqu'à l'information officielle de fin d'alerte diffusée par le réseau de surveillance de la qualité de l'air.</p> <p>Constats : L'exploitant a écrit à l'inspecteur le 28 janvier 2020 pour signaler les mesures appliquées lors du pic de pollution en poussière. Toutefois, il n'était pas concerné par ce polluant. L'exploitant demande d'être alerté que pour les pics ozone. L'inspection va étudier cette possibilité avec ATMO qui est en charge des alertes atmosphériques.</p> <p>Les coordonnées de l'exploitant ont été vérifiées :</p> <p>stephanie.laforet@groupeavril.com au n°07 88 49 12 42 Jerome.landreat@groupeavril.com (directeur) au 06 21 37 43 90</p> <p>L'exploitant transmettra pour rajout le mail de la boîte d'astreinte, prochainement créée et celle du service technique : service-se-lmto@groupeavril.com</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : AP du 12/03/2009, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Installations de combustion:</p> <p>1 chaudière de 20 MW Gaz naturel</p> <p>2 chaudière - 20 MW Gaz naturel</p> <p>3 chaudière 20 MW Gaz naturel</p> <p>4 Torchère 178 KW Méthanol</p>
<p>Constats : Après discussion avec l'exploitant, les 3 chaudières de 20 MW fonctionnent simultanément tous les mercredis matin lors des permutations et les jours de contrôle. Ainsi l'établissement est classé en 3110. L'exploitant a remis un porter à connaissance dans le cadre du réexamen IED dans lequel ne figure par la rubrique 3110. Il sera donc demandé à l'exploitant de compléter son dossier dans un délai de 3 mois.</p> <p>De plus l'activité concernant l'extraction d'huile par l'hexane comporte un conduit d'extraction qui n'apparaît pas dans l'AP. Un projet d'un deuxième conduit serait en préparation. Il est attendu un porter à connaissance sur ce sujet dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Observations : Un projet de lettre préfectorale sera donc proposée pour demander à l'exploitant dans un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compléter son dossier de réexamen IED en prenant en compte le BREF LCP (3110); - un porter à connaissance sur l'extraction de l'hexane
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, valeur limite d'émission concentration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VLE NOX et Sox pour les conduits 1 et 26 Nox : 120 mg/Nm3 Sox : 35 mg/Nm3
Constats : L'exploitant a montré à l'inspection le rapport d'autosurveillance du laboratoire de contrôle en date du 4 novembre 2021. Les mesures d'autosurveillance sont les suivantes : CONDUIT 1 : Nox : 73,75mg/Nm3 Sox : 0,081.mg/Nm3 CONDUIT 26 Nox :80,09 mg/Nm3 Sox : 1,84 mg/Nm3 Les mesures continues fournies par l'exploitant en date du 27 juin 2022 ne montrent pas de dépassements. L'inspecteur rappelle que les rapports d'autosurveillance du labo doit être transmis à l'inspecteur annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites des flux dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, valeur limite d'émission les flux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VLE des flux pour le Nox et Sox pour les conduits 1 et 26 : Nox : 2200 g/h et 52800 g/j Sox : 36 g/h et 850 g/j
Constats : Les flux sont conformes à l'AP : CONDUIT 1 Nox :1,134 kg/h Sox : 1,25 g/h CONDUIT 26 (3) Nox : 1516 g/h Sox : 35,05 g/h
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : mesures continues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets suivants : rejets n°1,26</p> <p>Nox en Mesures continues</p> <p>Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon une fréquence annuelle minimale</p> <p>Constats : L'appareil de mesure en continu est placé sur les 3 chaudières, elle enregistre les concentrations des équipements toutes les 30 minutes sur une chaudière. D'après cette description, l'inspection considère qu'il s'agit d'une mesure en semi-continue (appelé aussi : mesurage ponctuel ou mesurage discontinu). D'après le guide des installations de combustion d'avril 2021, il s'agit de mesure par multiplexage, plusieurs appareils de combustion sont surveillés à tour de rôle, durant un temps dit « de mesurage », par une même unité analytique, qui n'est pas autorisé par arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant a demandé un chiffrage pour l'installation d'une baie d'analyse couvrant les 3 chaudières en simultané en date du 13 juillet 2022. L'inspection demande la réalisation de cet équipement sous un délai de 3 mois.</p> <p>L'inspection compare les mesures de l'autosurveillance du bureau de contrôle en date du 4 novembre 2021.</p> <p>Pour le Nox, pour la chaudière 1, le laboratoire de contrôle a mesuré 59 mg/Nm3 (avec abattement de 20 %). L'exploitant a transmis une moyenne de 60 mg/Nm3 sur la même période mesurée. . Les mesures sont donc comparables.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Conditions de surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de surveillance des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).
Constats : L'exploitant applique le QAL 1 à ses équipements de mesure. Le QAL 2 a été fait du 3 au 6 novembre 2020 par un laboratoire de contrôle. L'AST a été réalisé du 4 au 8 novembre 2021. Le QAL 3 est réalisé par le prestataire ENVEA qui vérifie l'étalonnage tous les 6 mois comme stipulé dans le QAL 1. L'inspection a bien pris note de l'ensemble de ces éléments.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Autosurveillance des rejets atmosphériques - Rejets d'hexane

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.2.11
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques - Rejets d'hexane
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvant mentionnant les entrées et sorties de l'atelier d'extraction d'huile à l'hexane. Ce plan devra permettre la surveillance des émissions au travers d'indicateurs hebdomadaires de la quantité d'hexane consommée, de la quantité de graines traitées, de la quantité d'hexane contenue dans les produits et sous-produits, et de la quantification des émissions atmosphériques....Le plan de gestion est transmis tous les mois à l'inspection des installations classées avec les actions visant à réduire la consommation d'hexane et à limiter les émissions atmosphériques d'hexane. Un état récapitulatif des émissions canalisées et diffuses d'hexane est annexé.</p> <p>Un bilan annuel des rejets de d'hexane, chroniques ou accidentels, dans l'air, Peau et ainsi que dans les déchets est transmis tous les ans à l'inspection des installations classées. La fréquence de suivi des indicateurs pourra devenir mensuelle dans la mesure où il n'aura pas été constaté de dérives de l'ensemble des paramètres pendant une durée de six mois. Cette modification de fréquence sera soumise à l'avis de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le bilan d'hexane. Il montre des émissions diffuses de 290 tonnes soit 73 % des solvants consommés (392 tonnes).</p> <p>L'exploitant met en place des recherches de fuites 2 fois par an par caméra infrarouge et des équipes relèvent par détecteurs portatifs les concentrations de gaz.</p> <p>Dans un délai de 6 mois, l'inspecteur demande à l'exploitant d'identifier les points de fuite de l'installation, d'en établir une analyse et de proposer des actions de réduction pour diminuer cette quantité de flux diffus avec un planning de réalisation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Autosurveillance des rejets atmosphériques- Rejets de méthanol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques - Rejets de méthanol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions de méthanol au moyen d'indicateurs hebdomadaires de la quantité de méthanol consommé, de la quantité de méthanol contenu dans les produits et les sous-produits, de la quantité de méthanol détruite par la torchère et de la quantité des émissions diffuses de méthanol..... Les résultats de cette autosurveillance sont transmis mensuellement à l'inspection. des installations classées accompagnés de commentaires et des actions visant à réduire la consommation et les émissions de méthanol. Un bilan annuel des rejets de méthanol, chroniques ou accidentels, dans l'air, l'eau et ainsi que dans les déchets est transmis tous les ans à l'inspection des installations classées. La fréquence de suivi des indicateurs pourra devenir mensuelle dans la mesure où il n'aura pas été constaté de dérives de l'ensemble des paramètres pendant une durée de six mois. Cette modification de fréquence sera soumise à l'avis de l'inspection des installations classées
Constats : L'exploitant a transmis le bilan pour le méthanol. La torchère semblerait brûlée 690 kg de gaz. Les éléments analysés sont conformes à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet